succession est ouverte»

Dans cette perspective, le MSP (ou Hamas), parti de la coalition, se redécouvre une vocation d'opposant au système et se lance dans la revendication d'un régime parlementaire. Lucidité ou opportunisme politique ?

Et l'un et l'autre ! D'une part, c'est de l'opportunisme parce qu'il est apparu à tout le monde, MSP compris, que la succession de Bouteflika est lancée. Le parti islamiste se positionne donc sur la ligne de départ, comme ses deux compères de l'Alliance. S'il se positionne comme opposant – tout en se gardant bien da quitter l'Alliance et donc, le gouvernement –, c'est pour indiquer qu'il est différent des deux autres et qu'il prend ses distances. Un message subliminal à son électorat qu'il sait très déçu par ses positions depuis dix ans. Par ailleurs, le HMS est très lucide. Il sait qu'un régime présidentiel ne lui est pas favorable. Celui-ci exige un candidat, donc un président, qui a une très forte personnalité ; qui plus est est reconnu comme telle, y compris par ses adversaires. Cet homme n'existe pas au sein du parti islamiste. Celui-ci est encore très divisé, malgré la scission de Menasria et de son groupe. Aboudjerra Soltani sait que la seule chance du parti d'exister encore et d'arriver un jour au pouvoir, il ne la devra qu'à la voie parlementaire. Seul un régime parlementaire lui permettra de vivre, de se développer et de devenir un jour majoritaire, pour pouvoir former un gouvernement. La voie qu'a suivi l'AKP de Turquie. C'était d'ailleurs le sens de sa déclaration à l'issue des dernières élections législatives, quand il prédisait que son parti deviendra majoritaire aux élections de 2012.

Les réformes politiques annoncées par Bouteflika sont confiées pour leur conduite et leur application au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (!) qui prend acte et qui ne se prononce sur aucun échéancier. Une telle démarche vous paraît-elle crédible ?

Non ! Absolument pas ! Le ministre de l'Intérieur et de Collectivités locales n'a absolument pas le profil d'un réformateur. Toutes ses déclarations publiques – qui sont souvent apparues comme des dérapages verbaux – militent pour cette affirmation. Rappelons-nous que, s'agissant du contenu du projet de nouveau code communal, il avait tonné que le gouvernement ne le retirera pas et qu'il le fera passer sans en dénaturer la philosophie. Ce qu'il a fait ! DOK est un soldat discipliné. Il obéit au chef. Et rien qu'à lui. Ce qu'il a fait pour le code communal, il le fera pour tous les autres textes à «réformer» : code de wilaya, loi sur les partis, loi électorale, Constitution. Il mettra dans ces «réformes» exactement ce que le Président voudra qu'il y mette. C'est-à-dire presque rien qui ira dans le sens d'une réelle démocratie et qui établira les bases d'une vraie alternance. Ould Kablia n'est ni l'homme du renouveau (n'oublions pas qu'il est toujours le président de l'association des anciens du MALG, association tournée vers le passé et non pas vers l'avenir) ni un porteur d'idées capable d'aller de l'avant. Or, pour réformer, il faut être tourné vers l'avenir, ouvert sur sa société et porteur d'espoir. Et l'homme n'a aucune de ces caractéristiques. Le fait qu'il ait accepté la «mission» que lui a confiée le Président sans pour autant fixer un échéancier signifie bien qu'il ne va rien changer au déroulement tranquille des choses : il n'y a rien de très pressé, semble-t-il nous dire.

Photo : DR

Marches interdites, meetings dispersés, le pouvoir n'hésite pas à recourir aux grands moyens de répression. Qu'est-ce qui lui permet une telle arrogance ?

Ce qui lui permet cette arrogance, c'est la manne financière qu'il a entre les mains. Tant qu'il disposera d'autant d'argent et qu'il pourra en faire ce que bon lui semble, sans jamais en être comptable, il aura cette arrogance. D'autant plus que pour l'instant, il y a du répondant au niveau de certaines couches sociales désespérées. Les sans-logements espèrent bénéficier de logements sociaux qui ne leur coûteront rien ; les sans-emplois espèrent qu'un miracle aura lieu avec tous les emplois aidés promis ; les salariés attendent leur tour pour une augmentation conséquentes. Sans parler de ces contre-manifestations de jeunes «baltaguia» organisées pour montrer que, hors du Président, il n'y a pas de salut. Il faudra certainement ajouter cette peur que les Algériens ont de l'inconnu : qui est capable de remplacer le Président, si celui-ci s'en allait ? Cela donne de l'assurance aux tenants du système. C'est d'ailleurs beaucoup sur ce thème que les tenants du système répondent aux revendications des marcheurs du samedi : Sadi n'est même pas capable de faire l'unanimité dans son propre douar ! Aït Ahmed est sénile et il préfère les rives du lac Léman à son pays ! Benbitour, il ne représente rien ! Personne, y compris dans le sérail, n'a assez de carrure pour remplacer notre zaïm ! Et ça marche ! Ecoutez autour de vous les remarques des uns et des autres, quand vous abordez ce sujet ; vous y découvrirez cette peur de l'inconnu, sur laquelle surfe le pouvoir.

Les animateurs du «changement pacifique et démocratique» du système ont rendu publique une plate-forme politique qui évoque les modalités de transition. Votre lecture à ce propos ?

C'est exactement ce que l'on entend depuis des lustres. Un changement par une Constitution nouvelle qui donnerait plus de libertés, plus de contre-pouvoirs, plus de… C'est toujours le même problème : on pense qu'il suffit de changer les textes pour que tout s'arrange. Le pôle démocratique dans toute sa diversité (et les adversités qui le traversent) oublie que la démocratie est avant tout une culture. Et que les plus beaux textes du monde, s'ils ne sont pas appliqués ne restent que des textes. C'est le citoyen qui fait la démocratie, pas les textes. Or, le citoyen – dans sa majorité le plus silencieuse – n'a vu de la démocratie qu'une cacophonie portée par tous les courants. Les islamistes se disent des démocrates qui ont gagné les élections législatives, dont on les a spoliés ; alors qu'ils ont eu et ont encore le même comportement de prédateur que le FLN qu'ils combattaient. Les élus des autres partis dits démocratiques se sont avérés être exactement identiques à ceux du FLN (d'ailleurs beaucoup d'entre eux en sont issus). Ce que les partis du pôle démocratique ont montré est absolument l'égal de ceux qui gouvernent le pays depuis son indépendance. Je pense sincèrement qu'à ce jour, personne dans l'opposition démocratique n'est prêt pour une transition qui mènera à une vraie démocratie. Je ne mets pas en doute la sincérité, ni le courage, de ceux qui mènent le mouvement de revendication politique, mais je doute de leur capacité à aller de l'avant et à prendre en main la destinée du pays. Je leur souhaite pourtant de réussir, car au moins eux, ont montré une volonté de se battre pour le changement, que l'on ne voit pas ailleurs.

Que vous inspire le débat sur le changement du système de l'intérieur pour certains ou de l'extérieur pour d'autres acteurs politiques ?

Saïd Sadi l'a essayé et il s'en est mordu les doigts. Il avait pensé pouvoir faire évoluer de l'intérieur le système mis en place par l'actuel Président, en rejoignant le gouvernement. Non seulement, il n'a rien pu changer, mais il a fait preuve d'une naïveté politique qui le poursuit aujourd'hui encore et qui le décrédibilise en tant que recours possible pour la succession. Sans compter que la participation du RCD au gouvernement a contribué à le démythifier en tant que LE PARTI de l'avenir démocratique de l'Algérie ; le parti vraiment citoyen. Il n'a réussi qu'à faire la démonstration contraire : ses ministres étaient autant khobzistes que ceux du FLN, du RND ou du HMS. Et qu'il n'y avait rien de plus important pour eux que le koursi !

Voilà plus de deux mois que la crise libyenne perdure et prend des proportions imprévues. Quelle analyse faites-vous de la polémique quant à la position de l'Algérie ?

Le Président a consacré indirectement à ce problème un long développement dans son discours à la nation. Il en ressortait que l'Algérie s'opposait frontalement «aux ingérences étrangères» dans les conflits à l'intérieur des pays arabes. La lecture est claire : «Touche pas à Kadhafi !» Non pas que Bouteflika ait un quelconque atome crochu avec le dictateur de Tripoli (personne ne l'a, me semble-t-il, entendu dire du bien de lui) mais Bouteflika connaît trop bien la théorie des dominos (il était ministre des AE quand les Etats-Unis de son ami Kissinger appliquaient cette théorie sur le front du Sud-Est asiatique) pour rester réellement neutre devant le risque de chute de Kadhafi. Après lui, ce sera le tour de qui ? D'ailleurs, il suffit de voir quels autres pays arabes soutiennent Kadhafi pour se rendre compte que ce sont ceux qui se sentent les plus menacés par la rue : Syrie et Yémen. Mais de là à ce que le régime algérien aide militairement Tripoli, j'espère bien que ce n'est pas le cas. Et que ce ne le sera jamais le cas. Ce serait vraiment trop grave. D'autant qu'à lire ce que vient de publier le quotidien *El Watan* du 25 avril, sur les tentatives répétées du zaïm de Tripoli de déstabiliser l'Algérie, y compris militairement, il serait criminel pour le président d'aider son alter ego de Tripoli.

Si l'on part de l'hypothèse que certaines officines occidentales avaient mis en plan la création d'un foyer de tension à la frontière est de l'Algérie pour l'affaiblir, partagez-vous ce point de vue et quels seraient selon vous les risques à venir ?

Mais bien entendu que des officines étrangères ont toujours travaillé à déstabiliser toute la région du Sahel et du Sahara du sud ; c'était leur intérêt et il n'y a rien de plus normal à ce qu'il le fasse. C'est plus à la réaction algérienne, qui jusque-là semble avoir été à la hauteur, qu'il faut s'intéresser. Les services de sécurité du pays ont toujours été à la hauteur, concernant ce problème. Même la diplomatie avait un temps été en phase avec les vrais intérêts du pays. Mais depuis un certain temps, depuis le positionnement du mouvement Al-Qaïda dans la région, les choses semblent avoir évolué en défaveur de l'Algérie. La diplomatie semble en panne ; et même les services de sécurité semblent piétiner, bien que leur engagement pour sécuriser la bande sud, et maintenant sud-est, du pays ait beaucoup crû. Le danger est bien réel — à Dieu ne plaise — de voir cette région sud de l'Algérie devenir, sous l'effet conjugué des officines dont vous parlez, des djihadistes d'Al-Qaïda, des gouvernements des pays limitrophes et même de certains chefs touareg, algériens ou non algériens, une véritable poudrière. Une poudrière qui pourra aller même jusqu'à une tentative de sécession d'une partie de cette région. Ce qui avait été un moment l'objectif de Kadhafi, dans sa recherche effrénée de grandeur et de leadership.

Tensions et troubles permanents à l'intérieur, pressions à l'extérieur, l'optimisme doit-il rester de rigueur malgré tout ?

Optimiste, oui ! Mais d'un optimisme volontariste ! Celui qui exige qu'on ne baisse pas les bras ; qu'on continue de se battre envers et contre tous ! Celui qui fera que nos étudiants réussissent dans leur combat pour un avenir meilleur. Celui qui les poussera à faire jonction avec les revendications politiques ! Un optimisme qui se base sur le dur combat des syndicats autonomes, et qui commence à donner ses fruits ! Et qui les fera se rassembler sous la même bannière pour revendiquer un avenir meilleur au-delà de leurs propres chapelles. Un optimisme que nourrit une société civile qui commence à relever la tête et à mettre au placard toutes les organisations khobzistes du passé (UGTA comprise) et qui se tourne résolument vers des lendemains meilleurs. La démocratie est à ce prix !

B. T.